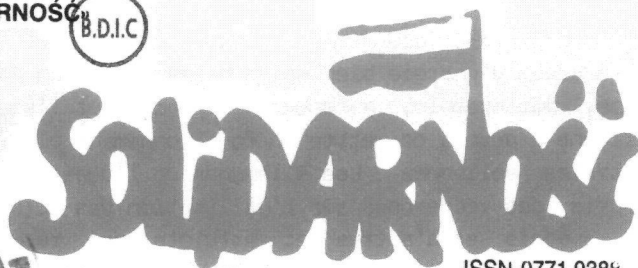


NEWS

Bi-mensuel
Date : le 28 février 1987



ISSN 0771-9386

Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

No : 85

JUSQUE AOUT 1980, les informations sur les problèmes d'environnement étaient strictement censurées par les autorités de Pologne. Cette situation s'est significativement améliorée après la création de NSZZ "Solidarnosc": des données jusque là non révélées ont été publiées dans la presse du Syndicat et des centres écologiques indépendants ont été créés pour, avec le Syndicat, briser les barrières officielles de silence. Dans une déclaration suite à la catastrophe de Tchernobyl du printemps dernier, la Commission Provisoire de Coordination de NSZZ "Solidarnosc" (TKK) a souligné les liens étroits entre les problèmes de protection de l'environnement et la question de la liberté d'association et de presse. La TKK a sévèrement critiqué la politique des autorités de développement forcé de l'industrie lourde au prix des travailleurs et de l'environnement, ainsi que leur obstination à réprimer ce qu'ils considèrent comme des atteintes à leur monopole d'information.

La loi martiale de 1981, avec toutes ses restrictions, a constitué un retour en arrière, pas complet cependant grâce à la presse indépendante, non-censurée qui s'est développée dans les cinq dernières années sous l'égide de NSZZ "Solidarnosc". Des informations sur l'écologie et la pollution sont publiées dans la presse clandestine par des spécialistes et des scientifiques qui refusent d'accepter le silence des autorités sur ces questions pressantes. Récemment, par exemple, les informations diffusées par NSZZ "Solidarnosc" sur les graves déficiences des matériaux de construction utilisés pour la centrale nucléaire de Zarnowiec ont entraîné la suspension de sa construction.

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

LE PROJET "WARTA" sera la deuxième centrale nucléaire de Pologne, après celle de Zarnowiec en construction sur la côte baltique. Après avoir été rejeté par deux provinces, le projet a finalement été accepté par les autorités provinciales de la région de Pila. Le village de Klempicz a été choisi comme site de construction.

Klempicz est un petit village de 25 fermes, entre les rivières Warta et Notec, à la jonction des provinces de Pila et Poznan, au centre-ouest de la Pologne. Les plans de construction de la centrale nucléaire nécessitent que le village soit entièrement déplacé. Le site de la centrale nucléaire n'est pourtant pas isolé: environ 100.000 personnes vivent dans un rayon de 30 km et d'autres viendront encore pour travailler à la centrale.

Warta est prévue pour produire 4.000 Mw d'énergie, comparé à la capacité de Zarnowiec de 1.800 Mw seulement. Elle représentera, une fois mise en activité, 1/7ème de l'énergie produite par toutes les centrales électriques de Pologne en fonctionnement actuellement. La centrale couvrira près de 2 km², avec un réservoir d'eau d'une surface de 85 hectares.

On craint que l'important système de refroidissement nécessaire au fonctionnement de Warta créera des concentrations atmosphériques au-dessus de Klempicz qui altéreront significativement le climat: une bruine constante en été et plus de gel en hiver. De nouvelles lignes de chemins de fer et de nouvelles routes menant à la centrale ainsi qu'un tracé de lignes électriques à haute-tension menant en RDA, sont également en prépara-

tion. La construction de ces lignes nécessitera l'abat-tage d'une bande dans la forêt de Notec. La centrale nucléaire, avec les routes, les chemins de fer, les lignes électriques, signifiera la destruction du massif forestier Nachotec, le plus important de la région. Il est jusqu'ici non pollué et joue un rôle crucial pour les régions de l'ouest du pays en tant que régénérateur d'air et générateur d'oxygène.

Le problème des déchets nucléaires demeure posé. La Pologne n'est nullement équipée pour traiter des déchets surtout radio-actifs. Des plans prévoient d'entreposer les déchets radio-actifs de Warta dans des bunkers autour du village de Miedzyrzecz, non loin de Frankfurt/Oder en RDA.

Il y a quelques années, l'Autriche, la RFA et la Suisse avaient présenté des offres intéressantes pour déposer leurs déchets nucléaires en Pologne, offres heureusement rejetées par les Polonais. A présent, les mêmes pays occidentaux proposent d'acheter l'énergie produite par les centrales nucléaires de Pologne. Alors que dans le même temps, l'Autriche dispose d'une centrale nucléaire récemment construite qui ne sera jamais mise en activité parce que 52% de votants s'y sont opposés lors d'un référendum; la centrale autrichienne sera démontée prochainement. Le gouvernement suédois a, quant à lui, décidé qu'il n'y aurait plus de centrales nucléaires en Suède après l'an 2.010. Les Espagnols ont fermé une centrale après seulement trois ans de fonctionnement.

De nombreux autres pays cherchent des alternatives et

4°P. 12007

des sources d'énergie bien moins hasardeuses. En Angleterre, par exemple, la recherche avancée sur l'énergie éolienne a permis de mettre en fonctionnement plusieurs centrales éoliennes. Les Allemands de l'Ouest ont entrepris des recherches sur l'utilisation des bio-gaz. Les Suédois et d'autres ont atteints des résultats encourageants dans leurs expériences sur l'énergie solaire. En Pologne, pourtant, même les statistiques officielles indiquent que 30% de toute l'énergie produite dans le pays est gaspillée du fait de la technologie industrielle inadéquate et obsolète. De plus, alors que le charbon bitumeux, la plus importante ressource naturelle du pays, est exportée à des prix extrêmement bas, les autorités se préparent à importer des combustibles d'uranium à prix élevés.

La plupart des terrains qui seront consacrés à la centrale nucléaire Warta, et qui seront donc exposés aux dangers y liés, sont des terres agricoles très fertiles. L'attribution d'une partie des investissements de Warta, à la promotion de projets agricoles ne nuisant pas à l'équilibre écologique apporterait assurément davantage de bénéfices économiques que la production d'énergie nucléaire. De plus, l'exportation d'énergie nucléaire peut devenir non rentable par l'apparition de techniques nouvelles, plus sûres, de production d'énergie.

La construction de centrales nucléaires entraîne des coûts importants que l'économie polonaise, déjà affaiblie, sera incapable d'honorer. Même les centrales nucléaires, apparemment sûres, occidentales ont eu des défaillances graves; le risque de mal-fonctionnement en Pologne est considérablement plus grand. En plus des dépenses de construction, il faut également prendre en compte les coûts d'hôpitaux, de l'enseignement pour un personnel médical plus important et davantage formé, de l'amélioration des services pharmaceutiques, de l'augmentation des soins de santé, de pensions anticipées pour les ouvriers employés dans la centrale, de dégâts écologiques. Mais il faut aussi envisager les coûts importants d'un accident même mineur: la décontamination de terrains, le relogement des habitants, le forage de puits plus profonds pour atteindre des nappes phréatiques pures, etc. Au lieu de projeter la Pologne au 21ème siècle, la décision de construire des centrales nucléaires en Pologne peut ramener le pays à l'époque de l'emprisonnement pour endettement et de la peste.

EWA ET MARIA sont des réacteurs nucléaires expérimentaux, situés à Swiersk dans les environs de Varsovie, qui constituent la base de plusieurs projets de recherche nucléaire avancée en Pologne. Puisque leur fonctionnement correct et sûr est essentiel au succès des projets, il semblerait logique qu'un entretien adéquat constitue une priorité pour l'Institut d'Énergie Atomique (IEA). Plusieurs facteurs, cependant, indiquent le contraire.

Le réacteur EWA est vieux de trente ans et est utilisé intensivement malgré plusieurs défauts évidents de construction. En 1979, une commission constituée par

l'ancien Ministère de l'Industrie Énergétique et de l'Énergie Atomique (MEiEA) a recommandé un arrêt total et immédiat du système de refroidissement en raison de défauts de soudure des tuyaux. Cependant, une note a été diffusée chaque année par la direction de l'IEA, autorisant la poursuite de l'utilisation du réacteur EWA sans réparation. Le Centre des Réacteurs et de Production d'Isotopes (ORiPI) a de ce fait pu disposer du réacteur. L'usage intensif de EWA a accéléré l'usure du réacteur déjà ancien. Le risque a par ailleurs été aggravé par une décision de l'IEA de réduire les fonds alloués au personnel d'entretien, de réparation et de maintenance.

Le réacteur MARIA, consacré à la production d'isotopes, est frappé de problèmes du fait d'un changement de dimension de ses blocs graphites qui causent le blocage des conduites verticales de connections. De plus, les blocs de béryllium du coeur du réacteur ont été exposés à de si fortes doses de radiation, pendant si longtemps, qu'ils devraient être remplacés. Toute rénovation du réacteur MARIA signifie que le réacteur EWA sera utilisé plus intensivement. De ce fait, les plans de rénovation des deux réacteurs sont constamment reportés.

A l'occasion de réparations du réacteur MARIA, le dôme couvrant le réacteur fut récemment recouvert de peinture à l'huile par compresseur. Une citerne d'eau spécialement purifiée contenant le coeur du réacteur ne fut pas protégée durant l'opération. Le coeur avait heureusement été désactivé et désalimenté. Divers équipements de cette même pièce ne furent pas non plus protégés pendant ce travail de peinture. Les coûts importants consacrés au filtrage de plusieurs tonnes d'eau et au nettoyage du coeur et de l'équipement ont entraîné des reports de réparations plus pressantes.

Le problème de l'entreposage des déchets radioactifs a également été esquivé par l'IEA. Cette question est généralement considérée comme un tabou et jusqu'ici, l'IEA a toujours évité de s'expliquer, arguant du secret professionnel. Il en résulte un flot de rumeurs invérifiables et d'histoires effrayantes.

C'EST MAINTENANT les professeurs de l'enseignement supérieur, après les instituteurs, qui ont été soumis à une campagne nationale de "vérification" conduite à l'automne dernier par les comités du parti des instituts d'enseignement supérieur, pour contrôler leurs aptitudes politiques et leurs activités. A l'Université de Wroclaw, le comité exécutif de la section du POUW du Département de Philosophie et d'Histoire a remis, le 24 octobre, un rapport sur les universitaires au passé suspect. En voici quelques exemples:

- le professeur Wrzesinski "tient des conférences dans les Eglises. Le 26 mars 1985, il a glorifié le gouvernement polonais de l'entre-deux-guerres. Il a signé plusieurs pétitions et appels dont une déclaration de 59 anti-communistes de Basse-Silésie";
- le professeur Zlat "a mené des activités oppositionnelles depuis 1968. Il fut conseiller de Wladyslaw Frasnyniuk (leader de NSZZ "Solidarnosc" de la région de

Wroclaw); il fut conseiller du conseil régional de grève (de NSZZ "Solidarnosc") pendant la loi martiale et a signé de nombreuses pétitions de protestations et déclarations";

- le professeur Galos "comme directeur depuis longtemps de l'Institut d'Histoire, a transformé l'Institut en bastion de forces anti-socialistes... Il fut à l'origine d'une action visant à accorder des congés sabbatiques aux personnes en fuite et travaillant dans la clandestinité... Il fut présenté comme candidat-recteur par une fraction radicalement anti-socialiste de l'Université... Il fut l'initiateur d'une action empêchant l'engagement d'un scientifique soviétique (qui devait être chargé de donner des cours en polonais sans en connaître la langue)";

- le docteur Sulej "est un militant politique de la clandestinité... Il fut membre du conseil des programmes de "Radio Solidarnosc" et coopéra avec le comité régional de grève (de NSZZ "Solidarnosc")...; il fut condamné en mai 1986 pour activités illégales... Il a publié de nombreux articles dans la presse clandestine illégale".

En conclusion, le comité exécutif exprima son inquiétude devant la situation existante et son espoir de voir les professeurs changer leurs opinions sociopolitiques. Il a demandé qu'aux personnes concernées, "soit offerte une nouvelle chance d'exécuter correctement leurs responsabilités d'universitaires".

A LA FRONTIERE sud-ouest de la Pologne, de Wroclaw à Cracovie, diverses usines et mines déversent des tonnes de produits toxiques dans l'air et l'eau. L'industrie métallurgique est également polluante, les aciéries Katowice par exemple. Les usines d'aluminium de Skawina causent également des dommages et les bâtiments historiques de Cracovie sont attaqués par les émanations des aciéries de Nowa Huta, toutes proches. L'eau que l'on boit à Wroclaw contient du phénol et les rivières venant de Tchécoslovaquie sont périodiquement pollués par le mazout.

L'usine délabrée de transformation du chrome de Siechnice, construite au début du siècle et située près de Wroclaw, est un bon exemple du fait que le rendement passe avant tout en Pologne et que les ouvriers sont rejetés au bas de la liste des priorités des autorités.

L'usine de Siechnica transforme du minerai de chrome importé en ferro-chrome pour le marché intérieur. L'usine en produit actuellement 25.000 tonnes par an, avec en prévision une production annuelle de 90.200 tonnes de ferro-chrome et de silice de chrome. Toutes les étapes de la production sont menées à un niveau très primitif, sans regard pour la sécurité des travailleurs ni pour l'environnement. L'émission de déchets toxiques et de gaz par l'usine varie, selon différentes sources, de 420 à 1.400 tonnes par an, de plomb, zinc, mercure, nickel et autres métaux cancérigènes.

L'usine vide ses déchets dans une décharge couvrant 8 hectare, haute de 30m et augmentée de 100.000 tonnes

par an. La décharge est située à 200m de sources qui fournissent de l'eau potable pour Wroclaw et a été établie sur un terrain non protégé des infiltrations de poussière et d'eau dans le sol. Chaque jour, près de 15 kg de chrome de la décharge s'infiltrent dans le sol et dans les nappes phréatiques. Les quantités de chrome trouvées dans l'eau polluée dépassent de 55 fois le taux normal, avec six fois plus de plomb et onze fois plus de zinc qu'autorisé.

Le chrome est deux cents fois plus toxique que le sulfure de dioxyde qui cause les pluies acides. De plus, le chrome, sous forme de Cr+6, se dissout dans l'eau et est donc absorbé. La croissance constante des émanations toxiques à forte densité de chrome, émises par les fours électriques, aggrave le problème. La zone qui reçoit plus de 250.000 tonnes de poussière toxique par an, comprend 81 hectares de terrains avec des voies d'eau, 50 puits fournissant la ville en eau potable.

Les influences du chrome sur le corps humain se manifestent le plus souvent sous forme d'irritations de la peau et des muqueuses, d'eczéma, d'ulcères, d'allergies et d'asthme. Les personnes, dans ce cas les travailleurs de l'usine et les habitants de Wroclaw, sont inévitablement touchés puisque la pollution chimique apparaît dans l'eau potable, dans le sol et dans les produits animaux et agricoles.

"Cuprum", un service de recherche et de projets, a préparé un rapport sur l'usine de Siechnica, tenu strictement confidentiel par les autorités mais dont le contenu a néanmoins lui aussi filtré. Selon des passages publiés dans la presse non-censurée, "l'usine Siechnica sur son site actuel constitue un danger parce qu'elle pollue la distribution d'eau de Wroclaw. Une station de filtrage récemment construite, moderne et coûteuse, est inactive et il y a peu d'espoir qu'elle soit mise en route... Un projet visant à utiliser les déchets de la décharge pour les fondations d'autoroute n'est pas réaliste à cause de la haute concentration de chrome. Les déchets attaqueraient la végétation. Les déchets toxiques, les sédiments et la poussière de l'usine de chrome causent la destruction de l'environnement. Leur concentration de chrome est également potentiellement nuisible, même si l'usine était fermée, par une contamination à long-terme du sol, du fait des réactions entre le chrome et les catalyseurs organiques. La décharge devrait être liquidée et la partie des systèmes de distribution d'eau qui contiennent des métaux toxiques devrait être fermée. De plus, il est recommandé de reloger les habitants vivant dans la proximité de l'usine; les centres de sport et les terrains de culture du voisinage devraient être fermés".

Même les appréciations négatives sur l'usine de l'inspecteur sanitaire J. Bonczak, du service municipal du conseil national et de la section de Basse-Silésie du Club Ecologique polonais, n'ont pu mettre les autorités en action.

En novembre dernier, le groupe pacifiste indépendant "Paix et Liberté" (WiP) a lancé une campagne de mobilisation de l'opinion publique. Le groupe a entrepris une campagne d'information dans les rues de Wroclaw le 28

novembre, comprenant la lecture régulière d'une déclaration, la compilation des réponses de la population et l'annonce d'une marche sur Siechnica. La police n'est pas intervenue mais a confisqué les affiches à la fin de l'action.

Le 9 janvier 1987, la police a perquisitionné les appartements de 4 membres du WiP de Wroclaw, ceux-ci ont été emmenés et gardés pendant 48 h. Le lendemain, 30 membres du WiP portant des calicots se sont mis en marche du centre de Wroclaw en direction de l'usine de chrome mais ont été bloqués par les unités anti-émeutes des ZOMO. Le groupe a mené un sit-in; la police les a traînés dans des fourgons. Tous les manifestants de Wroclaw ont été condamnés le jour même à des amendes de 35 à 50 mille zlotys par un tribunal de délits mineurs; les manifestants habitants hors de la ville ont été condamnés le lendemain. 25 participants ont été condamnés en tout.

Leurs manifestations n'ont pas été vaines. Le 30 janvier, Radio Varsovie a annoncé la décision du service provincial du conseil national de Wroclaw de fermer l'usine de Siechnica au 31 décembre 1992, rejetant une proposition de la moderniser. La résolution du conseil contenait un ordre aux autorités locales, les chargeant de prendre des mesures immédiates pour diminuer les émissions toxiques sur les terrains du système d'eau de la ville et de transmettre des rapports réguliers sur le processus de démantèlement de l'usine.

*_*_*_*_*

LE BUREAU exécutif de l'AFL-CIO a publié la déclaration suivante lors de sa rencontre annuelle du 16 février.

Le 23 décembre 1986, le gouvernement polonais a refusé d'accorder des visas à une délégation de l'AFL-CIO conduite par le Président Lane Kirkland qui souhaitait rencontrer le Président de "Solidarnosc", Lech Walesa. Les autorités polonaises ont indiqué clairement que les visas ne seraient accordés qu'à la condition que la délégation accepte de rencontrer des représentants des "syndicats" officiels, étatiques, créés par le régime Jaruzelski après l'écrasement de "Solidarnosc". Ils s'y sont refusés.

L'AFL-CIO ne peut être forcé par aucun gouvernement à rencontrer un "syndicat" qu'il ne reconnaît pas comme représentant légitimement les travailleurs. En insistant sur cette rencontre, les autorités polonaises jouent leur rôle dans la campagne soviétique globale pour forcer la reconnaissance de groupements ouvriers communistes par le mouvement syndical libre et pour établir des contacts et des échanges entre eux.

La décision du gouvernement polonais dément son affirmation de la poursuite de la réconciliation nationale et du dialogue, tout comme son refus de coopérer avec la Commission d'enquête de l'OIT montre son mépris de l'opinion publique internationale au moment même où il recherche l'assistance économique de l'Occident.

L'AFL-CIO souhaitait rencontrer Lech Walesa et ses collègues pour éclaircir les positions de "Solidarnosc" sur les propositions de levée des sanctions US encore

en vigueur contre la Pologne. Depuis le début de "Solidarnosc", l'AFL-CIO a cherché, comme dans ses relations avec d'autres syndicats luttant pour la liberté d'association, à refléter la politique et défendre les intérêts de "Solidarnosc", tels que définis par leurs leaders démocratiquement choisis.

Il nous a été donné à comprendre que la direction de "Solidarnosc" favorise à présent le retrait des sanctions imposées par les USA après le 13 décembre 1981, dans l'espoir que ce geste encouragera le gouvernement polonais à prendre le chemin de changements positifs et du dialogue social ainsi qu'à maintenir les liens culturels et économiques avec l'Occident.

Suivant "Solidarnosc", l'AFL-CIO retire ses objections à la levée des sanctions contre la Pologne. Nous appelons toutefois l'administration à lier le processus de levée des sanctions à des pas concrets des autorités polonaises par rapport aux buts exprimés par "Solidarnosc". Le premier geste devrait être la libération inconditionnelle de tous les prisonniers de conscience encore détenus. L'accord pour le statut de nation la plus favorisée et pour d'autres avantages économiques doit être conditionné à des progrès vers le pluralisme syndical qui doivent être régulièrement examinés. En l'absence de pareil progrès, ou en cas de retour à la répression, les USA doivent être prêts à réimposer les sanctions.

Tout comme l'AFL-CIO a insisté sur le fait qu'il faut refuser aux pays qui violent les droits ouvriers et les conventions internationales de travail, les bénéficiaires du système généralisé de préférences, et tout comme l'AFL-CIO veille à l'inclusion de cette condition dans tous les programmes commerciaux, de même nous insistons pour que la Pologne s'en tienne et soit jugée selon les conventions et les principes de l'OIT et d'autres accords internationaux.

En dernière analyse, ce n'est pas l'application ou le retrait des sanctions, qui dans tous les cas, sont bien moindres que celles proposées par l'AFL-CIO, qui amènera une évolution plus démocratique en Pologne. Cela ne peut être atteint que par le mouvement démocratique à l'intérieur du pays, essentiellement représenté par "Solidarnosc".

Toute levée des sanctions doit donc être associée à une aide politique, morale et matérielle accrue au mouvement démocratique en Pologne. L'AFL-CIO applaudit à l'affiliation de "Solidarnosc" à la Confédération Internationale des Syndicats Libres où elle trouve sa place comme voix authentique des travailleurs de Pologne. Nous nous engageons à maintenir et étendre notre assistance à "Solidarnosc" et à appeler tous les syndicats libres à en faire autant.

*_*_*_*_*

SOURCES: KOS 105/17.XI.86; PWA 40/7.XII.86, 3/18.I.87; Radio Warsaw I 30.I.87, 13.II.87; RFE Facts and Views 8562/12.II.87; Serwis Informacyjny-SKN 38/7.XII.86; Tygodnik CDN 178/86. Tygodnik Mazowsze 190/3.XII.86; "Wolnosc i Pokoj" 11.XI.86, Z dnia na dzien 34/86.